

<https://snetap-fsu.fr/Lutte-contre-la-pauvrete-mettre-en-coherence-les-discours-et-les-actes.html>



Lutte contre la pauvreté : mettre en cohérence les discours et les actes...

- Les Dossiers - Vie fédérale -



Date de mise en ligne : vendredi 14 septembre 2018

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

La [FSU](#) prend acte des mesures annoncées par le Président de la République pour lutter contre la pauvreté.

Avec près de 9 millions de personnes pauvres dans notre pays dont 3 millions d'enfants et plus d'un million de retraité.es, un plan d'urgence ambitieux s'impose.

La [FSU](#) restera vigilante à ce que ces mesures bénéficient bien à toutes celles et ceux qui sont concerné.es et refusera toute volonté de mise en place d'un contrôle social à grande échelle.

Elle sera particulièrement attentive et exigeante en ce qui concerne les annonces faites sur la **petite enfance, la formation obligatoire jusqu'à 18 ans, la création d'un service public de l'insertion et la reconnaissance des métiers** qui y seront associés.

Mais pour « Faire plus pour ceux qui ont le moins », **il est urgent que la lutte contre la pauvreté soit intégrée dans toutes les politiques publiques** : logement, transport, santé, affaires sociales, protection de l'enfance, formation, éducation, emploi, culture... « Pour n'oublier personne », **l'engagement à lutter réellement contre la pauvreté doit se traduire aussi d'un point de vue budgétaire par une meilleure répartition des richesses et des moyens accrus donnés aux services publics**. Pour cela, le rapport [CAP 22](#) ne devra pas être mis en oeuvre puisqu'il prévoit des milliards d'économies avec la mise en place d'une allocation sociale unique.

La **Fonction publique, de par ses missions et les valeurs qu'elle porte, a un rôle majeur à jouer pour contribuer à lutter contre la pauvreté et les inégalités entre les territoires**. Or, les réformes libérales décidées actuellement restreignent grandement ses capacités d'action et la réduction programmée du nombre d'agent-es pour intervenir auprès des usager-es, ne lui permettront malheureusement pas de répondre aux enjeux de ce rendez-vous.

La pauvreté n'est pas une fatalité sociale mais bien la conséquence de choix politiques.

La FSU alerte le gouvernement sur l'insuffisance de son plan pour faire reculer la pauvreté s'il n'est pas porté par d'autres orientations économiques et sociales. Elle souligne le paradoxe qui consiste à afficher une volonté d'éradiquer la pauvreté tout en menant des politiques qui contribuent à creuser les inégalités et à remettre profondément en cause notre modèle social.

Engagée au quotidien pour davantage d'égalité et de justice sociale, pour garantir les droits fondamentaux de toutes et tous, la **FSU demande au gouvernement de mettre en cohérence ses discours et ses actes**.